

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 11/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS**

Rue Joanny Desage  
42140 Chazelles-Sur-Lyon

Références : UID4243-EAR-24-378  
Code AIOT : 0006103318

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS implanté Rue Joanny Desage B.P. 32 42140 Chazelles-sur-Lyon. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS
- Rue Joanny Desage B.P. 32 42140 Chazelles-sur-Lyon
- Code AIOT : 0006103318
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La site de Chazelles sur Lyon de la société Federal Mogul Ignition Products est spécialisé dans la production de bougies d'allumage.  
Dans le cadre de sa production, le site est équipé d'une ligne de traitement de surfaces permettant

un revêtement de nickel.

**Contexte de l'inspection :**

- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 mai 2024

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 29/05/2024, article 1	Sans objet
2	Rétention stockage de produits lessiviels	AP de Mise en Demeure du 29/05/2024, article 2	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des actions visant à prendre en compte les prescriptions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 mai 2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/05/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets en nickel et azote global
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Federal Mogul Ignition Products est mise en demeure, pour son installation rue Joanny Desage 42140 Chazelles sur Lyon, de respecter les valeurs limites d'émission fixées par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2019 pour les paramètres nickel et azote global. Pour ce faire, l'exploitant adressera à l'inspection un plan d'actions avant le 30 juin 2024. Ce plan sera accompagné d'un échéancier, il visera un objectif de mise en conformité des rejets au 31 décembre 2025. Les délais indispensables à chacune des principales étapes identifiées seront argumentés. Ce plan pourra être progressivement mis à jour pour tenir compte des résultats obtenus à l'issue de chaque action, y compris les résultats de l'étude milieu (cas du nickel).
<b>Constats :</b>  Par courrier daté du 27 juin 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection un plan d'actions visant à améliorer la qualité des rejets en nickel et azote global de la ligne de traitement de surface.  La visite objet du présent rapport a permis de constater que deux premières actions ont été mises en place et sont en cours de test : <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Essais de filtration sur fibres</u> : Après avoir réalisé des premiers essais en laboratoire, un essai sur site est en cours depuis le 1er octobre (L'exploitant avait initialement envisagé de démarrer cet essai à partir du 31 juillet). Après traitement par la station d'épuration physico-chimique existante, la totalité des effluents résiduels de la ligne de traitement de surface transitent avant rejet par un système de filtration sur fibres. L'essai est envisagé pour une durée minimale de 1 mois. Une analyse de la qualité des effluents est réalisée en amont et en aval du système de filtration afin de mesurer son rendement.</li><li>• <u>Utilisation de la cuve 24 en rinçage éco</u> : Cette cuve n'était jusqu'à présent pas utilisée. Dorénavant, les pièces sont rincées par cette cuve avant et après passage dans la cuve de nickelage. Après nickelage et rinçage par la cuve 24, les pièces sont rincées par la cuve 23 (rinçage mort) et les cuves 22 et 21 (rinçage cascade double). Cette nouvelle gestion des rinçages diminuera les entraînements de polluants vers le rinçage cascade assuré par les cuves 22 et 21, et par voie de conséquence vers la station d'épuration. Les échanges tenus</li></ul>

au cours de la visite ont permis d'identifier qu'une utilisation de la cuve 23 en rinçage éco plutôt qu'en rinçage mort pourrait permettre de réduire un peu plus les flux de polluants envoyés vers la station d'épuration. Une utilisation en rinçage triple cascade (avec les cuves 21 et 22) améliorerait la qualité des rinçages mais aurait moins d'intérêt pour la maîtrise des flux de pollution.

•

L'exploitant a rappelé dans son courrier qu'une étude milieu est en cours afin d'évaluer plus précisément l'impact des rejets de l'usine sur le cours d'eau récepteur.

Après le bilan de la phase d'essai de filtration sur fibres, si les résultats ne permettent pas de respecter les valeurs limites d'émission fixées, l'exploitant envisage d'explorer deux pistes de travail supplémentaires :

- amélioration de l'homogénéisation des effluents à l'entrée de la station,
- substitution de l'acide sulfamique (source d'azote) par de l'acide sulfurique.

Les études pour la mise en place de ces actions pourraient être engagées à compter du 30 novembre 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** A l'issue de la fin de la phase d'essai de filtration sur fibres, l'exploitant informera l'inspection des installations classées des résultats obtenus et des actions qu'il compte engager (abandon ou maintien de la filtration sur fibres, lancement des études d'homogénéisation des effluents et de substitution de l'acide sulfamique, etc....). Il précisera également si le mode de fonctionnement de la cuve n°23 a été modifié (rinçage mort, rinçage éco, rinçage triple cascade....).

A la date de la visite objet du présent rapport, l'inspection considère que les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 mai 2024 sont satisfaites. En conséquence, il n'est pas proposé à monsieur le préfet de la Loire d'engager les suites prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement. Toutefois, la mise en conformité des rejets n'étant pas encore effective, l'article 1 de l'arrêté de préfectoral de mise en demeure reste en vigueur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Rétention stockage de produits lessiviels**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 29/05/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection de fuite

#### **Prescription contrôlée :**

La société Federal Mogul Ignition Products est mise en demeure, pour son installation rue Joanny Desage 42140 Chazelles sur Lyon, de réaliser des travaux de mise en conformité de la cuve extérieure de stockage des produits lessiviels afin de respecter la prescription de l'article 20-I de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 qui précise : « L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment » sous un délai de 2 mois.

#### **Constats :**

Par courrier daté du 27 juin 2024, l'exploitant a indiqué avoir acheté et réceptionné le 24 juin 2024 un détecteur de fuite, destiné à être positionné dans la double enveloppe. Les travaux d'installation étaient programmés pour la semaine 28 (semaine du 8 au 12/07).

La visite objet du présent rapport a permis de constater que le dispositif a été installé (détecteur non directement visible puisqu'installé dans la double enveloppe, mais présence d'une alarme visuelle asservie au détecteur et présence d'un boîtier électrique permettant de confirmer la mise en place du dispositif).

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 mai 2024 sont satisfaites. Il n'y a pas lieu d'engager d'autres suites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure